

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 06/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ASHLAND SPECIALTIES FRANCE**

Zone Industrielle le Clos Pré  
27460 Alizay

Références : UBDEO.ERA.2026.03.75.SG  
Code AIOT : 0005800375

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement ASHLAND SPECIALTIES FRANCE implanté ZONE INDUSTRIELLE DU CLOS PRE 27460 Alizay. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du 4 mars 2026 s'inscrit dans le cadre du récolement de la mise en demeure du 21 mai 2025 suite à l'inspection du 4 avril 2025. Cette dernière portait sur l'action nationale relative au Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PMII).

Pour rappel, dans un contexte de sites industriels vieillissant, le vieillissement est la cause de nombreux incidents/ accidents: le flash BARPI mentionnait en février 2022 plus de 2800 évènements impliquant le vieillissement comme facteur déclenchant ou aggravant d'une situation à risque, tous secteurs industriels confondus. Au-delà de l'âge des équipements, les facteurs de dégradation peuvent être nombreux: propriété des matériaux, qualité de la conception, contraintes et conditions d'exploitation (température, pression, vibration...), environnement (froid,

sécheresse...), événements indésirables (feu voisin, chocs...).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASHLAND SPECIALTIES FRANCE
- ZONE INDUSTRIELLE DU CLOS PRE 27460 Alizay
- Code AIOT : 0005800375
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ASHLAND SPECIALTIES FRANCE fabrique du Carboxyméthylcellulose (CMC), gomme de cellulose entrant dans la composition de nombreux produits agroalimentaires, cosmétiques ou pharmaceutiques (atelier CMC).

Depuis 2012, l'implantation d'une unité (Aquaflow) permet la fabrication d'additifs pour peinture (à base de polyéthers).

Les installations du site ASHLAND SPECIALTIES FRANCE d'Alizay sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-13-009 du 09 janvier 2013 autorisant l'exploitation de l'établissement.

Le site est classé SEVESO Seuil Bas compte tenu des quantités de produits toxiques stockés sur le site (rubrique 4130-2) mais également du fait de la règle de cumul seuil bas (dangers pour la santé et pour l'environnement).

Par ailleurs, du fait de son activité principale (production de CMC), le site relève de la directive IED relative aux émissions industrielles : rubrique 3410b « fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que hydrocarbures oxygénés ».

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Récolement mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 2	/	Levée de mise en demeure
2	Récolement mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 21/05/2026, article 3	/	Levée de mise en demeure
3	Récolement mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 4	/	Levée de mise en demeure
4	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	3) Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
7	7) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	8) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a entrepris les actions demandées dans la mise en demeure du 21 mai 2025, à savoir la réalisation de l'inspection interne détaillée du réservoir d'AMCA, la réalisation des plans d'inspection et la mise en place de la traçabilité suite aux contrôles.

**L'inspection des installations classées prend acte que la situation est régularisée et que des sanctions administratives ne sont pas nécessaires. La mise en demeure du 21 mai 2025 cesse de produire ses effets, les prescriptions en cause ayant été respectées.**

L'exploitant a également présenté les actions correctives suite au rapport de visite du 4 avril 2025.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le caractère vivant du dispositif, les plans d'inspection devant être alimentés de toute modification, aussi bien que les programmes d'inspection ajustés en fonction des défauts éventuels constatés lors des inspections.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité à l'AM du 04/10/10

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est mis en demeure de respecter l'article 4-3 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 pour le réservoir d'acide monochloroacétique, en réalisant, par une société compétente : - une inspection visuelle externe de l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée, notamment sur les défauts constatés en 2022, <b>sous un délai de 6 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une inspection interne approfondie du réservoir et des accessoires internes, <b>sous un délai de 10 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté ;</li> <li>- un contrôle interne des assemblages (soudures, collages), <b>sous un délai de 10 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté ;</li> <li>- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle externe s'il y a lieu, <b>sous un délai de 10 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté.</li> </ul> <p>La visite interne détaillée sera intégrée aux plan et programme d'inspection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté lors de la précédente inspection que le réservoir d'AMCA (Acide monochloroacétique) était bien intégré dans le périmètre PMII. Cependant, l'exploitant n'avait pas programmé d'inspection interne détaillée (à minima tous les 10 ans), ce qui constitue un risque au regard de la substance contenue dans le réservoir.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport relatif à l'inspection visuelle par caméra de la cuve d'AMCA T7800 réalisé le 04 septembre 2025. Celui-ci conclut :</p> <p>« L'inspection visuelle interne par Caméra de la cuve T7800 depuis les trous d'homme, n'a pas mis en évidence de dégradation notable visible. Bon aspect de l'ensemble des parois Internes et Externes. »</p> <p>En outre, l'exploitant a créé le plan d'inspection relatif au réservoir et intégré la visite interne détaillée au programme d'inspection. Le programme de contrôle est géré par le logiciel GMAO du site. La prochaine inspection interne y est indiquée à échéance 04 septembre 2030. Cette périodicité a été définie par le Groupe.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

**N° 2 : Récolement mise en demeure**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/05/2026, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité à l'AM du 04/10/10</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit, <b>sous un délai de 6 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté, et à moins de justifier de l'exclusion de la tuyauterie d'acide monochloroacétique au PMII, respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réalisant un plan d'inspection spécifique à cet équipement.</li> </ul>

<b>Constats :</b>
<p>Le Groupe a lancé un projet de remplacement de la tuyauterie d'AMCA, qui doit intervenir sur mars-avril 2026.</p> <p>Dans le cadre du projet, le plan d'inspection de la tuyauterie d'AMCA a été rédigé par le Groupe et transmise à l'inspection. Il conviendra de s'approprier ce plan d'inspection en interne.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 3 : Récolement mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité à l'AM du 04/10/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit, <b>sous un délai de 6 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté, et à moins de justifier de l'exclusion de la tuyauterie d'acide monochloroacétique au PMII, respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- analysant les éléments du dernier contrôle pour les parties visées par les obligations et en mettant en œuvre des actions le cas échéant suite à cette analyse ;</li> <li>- mettant en place une traçabilité suite aux contrôles.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la suite des derniers contrôles, l'exploitant a entrepris le projet de remplacement de la tuyauterie d'AMCA. L'état initial de l'équipement sera également réalisé après ce changement.</p> <p>Concernant l'analyse et le suivi des conclusions d'inspections, l'exploitant a intégré à la procédure « Actions correctives et préventives », mise à jour au 19 février 2026, le suivi des non-conformités détectées suite aux contrôles réglementaires.</p> <p>De plus, la procédure de suivi du traitement des écarts de travaux d'inspection a été créée. Au jour de l'inspection, elle n'est pas intégrée au système de management du site.</p> <p>Dans les faits, suite à une inspection, la demande de travail (DT) ouverte sur la GMAO est validée ; le rapport est transmis au groupe. Si un écart est relevé par le prestataire en charge du contrôle, le pole inspection constitué de 3 personnes sur le site analysera les écarts et créera une DT « enfant ». Les actions correctives à mener sont validées par le service HSE et le groupe.</p> <p>Cette évolution permet de mettre en place une traçabilité du suivi et des actions éventuelles à mener.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : 1) Champ d'application démarche PMII

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Champ d'application

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a modifié le processus de gestion des modifications. Ainsi, en cas de souhait de modifications sur le site, les différents pôles de l'entreprise sont consultés et amenés à s'interroger sur l'impact du projet. Une question a été ajoutée pour le service maintenance concernant l'application éventuelle de la réglementation PMII. Si tel est le cas, une action est créée et affectée.</p> <p>Par ailleurs, dans son dossier du 07 octobre 2025, l'exploitant a exclu la présence de MMRi dans le périmètre PMII, sur la base du guide DT93.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : 3) Dossier des réservoirs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réservoirs – dossier 04/10</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p>

10 réservoirs sont inclus dans le PMII. L'exploitant a réalisé les 10 plans d'inspection de ces équipements. Par sondage, le plan d'inspection du réservoir d'AMCA, daté du 24 juillet 2025, a été consulté par l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Tuyauteries - recensement 04/10

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)



<b>Constats :</b>
L'exploitant a transmis à l'inspection le document de suivi des équipements PMII mis à jour. L'exploitant y a repris les équipements du site, notamment les capacités et tuyauteries, et déterminé l'intégration au périmètre PMII selon les critères réglementaires. L'exploitant n'a pas ajouté d'équipement au périmètre, 3 tuyauteries sont soumises à la réglementation PMII.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et</li> <li>- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le document de suivi des équipements PMII mis à jour. L'exploitant y a repris les équipements du site, notamment les équipements de structure et génie civil, et déterminé l'intégration au périmètre PMII selon les critères réglementaires. Il ressort que 5 massifs et cuvettes sont intégrés ; aucun équipement n'a été ajouté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : 8) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

**Constats :**

Un référent inspection est habilité sur le site. Le référent a réalisé les plans d'inspection des réservoirs. Au sein du pôle inspection, il supervise les contrôles des équipements sur le site, dont ceux inclus au PMII.

**Type de suites proposées :** Sans suite